

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

## OFFICE CENTRAL DE RÉPRESSION DE LA CORRUPTION

## «Il y a quelqu'un ?»

**Lors de l'annonce, le 25 août 2010, par le Conseil des ministres de la création de l'Office central de répression de la corruption (OCRC) — à ne pas confondre avec l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, ONPLC —, le chef de l'Etat avait «ordonné au gouvernement de procéder à l'installation rapide» de cet organisme, selon le communiqué officiel de ce conseil.**

Or, les nominations à l'OCRC qui sont du ressort du président de la République ont été marquées par un rythme très lent. Qui ne veut plus de l'OCRC et pourquoi ? Rappel : il faudra attendre le 14 décembre 2011 pour voir la nomination du premier directeur général de l'Office central de la répression de la corruption, Abdelmalek Sayah, soit plus de 14 mois après la création de l'OCRC. Comme «installation rapide», on pourrait faire mieux. Et ce directeur général restera seul pendant 8 longs mois, et sans bureau ! Car il faudra attendre le 1<sup>er</sup> août 2012 pour qu'il y ait nomination du directeur de l'administration générale de l'OCRC, Braham Mahdjat. Comment cet office pouvait-il fonctionner «rapidement» sans chef d'administration ? Que dire alors du lancement par l'OCRC des enquêtes et des investigations, la corruption ayant atteint des proportions alarmantes ? Eh bien, là aussi, les pouvoirs publics prendront tout leur temps, trop de temps : le processus de nominations se perdait dans des lenteurs ubuesques.

Il faudra attendre encore plus de 4 autres longs mois la nomination, le 10 décembre 2012 — soit plus de 27 mois après la création de l'OCRC ! —, du directeur des investigations à l'Office central de répression de la corruption, Mahmoud Mohammedi. Il faut préciser que toutes ces nominations se font par décret présidentiel. Ajoutons que l'installation effective de l'OCRC est tributaire d'au moins 3 éléments d'ordre législatif et réglementaire : le 1<sup>er</sup>, c'est la publication au *Journal officiel* de l'ordonnance portant modification de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, créant l'OCRC (ce qui fut fait en septembre 2010) ; deuxième élément, c'est la publication d'un décret présidentiel relatif à l'organisation et à la composition de l'OCRC (décembre 2011) ; et enfin 3<sup>e</sup> et dernier élément, la publication de décrets présidentiels portant nomination des hauts fonctionnaires membres permanents de cet «office».

En un mot, l'installation effective de cet «office» dépend totalement du chef de l'Etat, et en termes de rapidité exigée par ce dernier, il a fallu attendre plus de deux longues années ces nominations !

#### Instabilité qui s'installe dans la chronicité

Pourquoi tout ce retard ? Où ça a bloqué et qui a bloqué ? Le pire sera atteint par la non-attribution d'un siège pendant plus de 2 ans à l'OCRC. On aura tout vu : la

«répression de la corruption» SDF (sans domicile fixe) ! Ce n'est que le 4 mars 2013 que le ministre algérien des Finances, Karim Djoudi, a officiellement lancé l'Office central de répression de la corruption (OCRC), et encore, dans des bureaux non aménagés, le nouveau Premier ministre s'étant pourtant engagé le 16 octobre 2012, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement, devant le Conseil de la nation), à accorder les moyens nécessaires à cet «office».

Pour la petite histoire, les 2 arrêtés interministériels fixant le nombre d'officiers et d'agents de police judiciaire relevant des ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur et des Collectivités locales (10 pour chacun des 2 ministères) mis à la disposition de l'OCRC, arrêtés signés le 10 avril 2012 par les ministres concernés, n'ont été publiés au *Journal officiel* que le 22 juillet 2012, soit plus de 3 mois plus tard. Encore heureux que l'arrêté interministériel du 23 août 2012 fixant les effectifs par emploi, leur classification ainsi que la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au sein de l'OCRC (8 agents à plein temps) ait été publié au JO du 9 septembre 2012, soit à peine 15 jours plus tard. L'OCRC a été placé dans un premier temps auprès du ministre chargé des finances, puis il fut mis sous tutelle de la... justice.

#### Du ministère des Finances à celui de la Justice

Puis de nouvelles dispositions relatives au décret présidentiel portant composition, organisation et modalités de fonctionnement de l'OCRC ont été publiées au *Journal officiel* (n°46 du 31 juillet 2014). Le nouveau décret «a pour objet de modifier certaines dispositions du décret présidentiel n° 11-426 du 8 décembre 2011 fixant la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement

de l'Office central de répression de la corruption».

Le texte apporte des changements aux dispositions des articles 3, 8, 10, 11, 14, 18 et 23 du décret présidentiel du 8 décembre 2011, ayant trait notamment à la gestion et au fonctionnement de l'office. A la faveur de ce décret, l'Office passe sous la tutelle du ministère de la Justice alors qu'il dépendait depuis sa création en 2011 du ministère des Finances. «L'Office est placé

auprès du ministre de la Justice, garde des Sceaux. Il dispose de l'autonomie d'action et de gestion», est-il écrit dans l'article 3 du décret.

Les autres articles portent notamment sur «le nombre d'officiers, d'agents de police judiciaire et de fonctionnaires mis à la disposition de l'office», qui sera fixé par arrêté conjoint du ministre de la Justice, garde des sceaux et du ministre concerné», lit-on dans l'article 8. Selon les nouvelles dispositions, cet instrument de lutte contre la corruption sera dirigé par un directeur général «nommé par décret présidentiel sur proposition du ministre de la Justice, garde des Sceaux.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes». Ce dernier est chargé d'élaborer le budget et d'établir un rapport annuel d'activités de l'Office qu'il soumet à la tutelle.

L'Office constitue un outil opérationnel dans le domaine de la lutte contre les atteintes aux deniers publics. Il est érigé en service central de police judiciaire chargé des recherches et des constatations des infractions dans le cadre de la répression de la corruption et de déférer les auteurs devant les juridictions compétentes, en vertu des dispositions de la loi 06-01 du 20 février 2006. Il traite les dossiers transmis par les instances officielles, en plus des lettres de dénonciation émanant des citoyens.

Changement de tutelle ministérielle, changement de réglementation, puis tout récemment (voir article ci-contre) changement de directeur général : l'OCRC fait du surplace pendant que la corruption ne cesse d'exploser ! Qui a parlé de volonté politique à lutter contre ce fléau ?

Djilali Hadjadj

#### DÉCLARATION DE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL EN MARS 2013

## «Les dossiers seront traités avec fermeté»

L'Office central de répression de la corruption (OCRC) étudiera avec «fermeté et sérieux» tous les dossiers transmis par les différentes institutions chargées de la lutte contre la corruption, assurait en mars 2013 à Alger son directeur général, Abdelmalek Sayah. L'Office étudie «avec la fermeté et le sérieux nécessaires et loin de toute interprétation tous les dossiers transmis par les différentes institutions comme l'Inspection générale des finances (IGF), la Cellule d'investigation financière, la Cour des comptes et même les simples citoyens», avait affirmé M. Sayah à des journalistes en marge de la cérémonie d'inauguration de son siège à Alger.

Il avait ajouté que tous les dossiers traités par les experts de cette instance seront transmis, une fois avérés, à la justice «qui a le dernier mot». «Certes, la corruption est avérée. On le constate à travers les journaux et à travers les dossiers qu'on reçoit. Donc, on est là pour remédier à ce problème», avait indiqué le directeur général de cet organisme qui vient d'entamer ses missions.

M. Sayah a également indiqué que les grands dossiers de corruption ayant un préjudice avéré sur l'économie nationale seront traités

en priorité par l'Office. L'Office peut faire également de l'auto-saisine. «Le volume de ces dossiers (traités par l'Office) est déterminé en fonction du préjudice causé au Trésor public. Le préjudice est donc le seul critère matériel, et chaque dossier nécessite un traitement minutieux de la part de nos experts», avait-il expliqué.

#### Démis de ses fonctions en mars 2016

Selon lui, l'Office peut faire également de l'auto-saisine lorsqu'il y a des affaires révélées au niveau de la presse et qui se sont internationalisées. «Cela fait partie de nos prérogatives», avait-il précisé. Interrogé sur la possibilité pour l'organisme qu'il dirige d'intervenir dans l'affaire Sonatrach, M. Sayah a expliqué que l'Office n'est pas encore saisi de cette affaire, actuellement entre les mains de la justice. «Une fois que la justice s'est saisie (de l'affaire), l'Office n'a plus le droit d'interférer. C'est à la justice de décider si elle veut saisir l'Office», avait-il précisé. Le premier responsable de l'OCRC a, par ailleurs, reconnu que «la corruption avait enregistré une ampleur importante au cours de ces dernières années».

«En tant que magistrat (NDLR : Sayah a été

pendant de très longues années procureur général d'Alger), j'ai toujours connu ces affaires depuis plus de 30 ans. Je pense que ce fléau a pris une ampleur jamais vue par le nombre et le préjudice dans chaque dossier», avait noté M. Sayah.

Il avait, à cet effet, souligné que l'Office est opérationnel à compter de ce jour, et a été mis en place pour permettre de «s'attaquer davantage à la lutte contre ce fléau». «Les textes existent, les moyens existent et la volonté politique existe. Il faut être serein sur cette question car nous sommes en train de mettre en œuvre ce dispositif pour se charger de gérer ces dossiers et tout sera transmis à la justice, une fois le dossier avéré, conformément à la loi», avait-il insisté. Il avait également affirmé que le siège de cet organisme est équipé de tous les moyens nécessaires pour l'accomplissement de ses missions, «y compris en cas d'arrestation (de mis en cause)».

Abdelmalek Sayah fut démis de ses fonctions le 17 mars 2016, ainsi que Mahmoud Mohammedi, directeur des investigations de l'OCRC. Sayah a été remplacé par Mohamed Mokhtar Rahmani.

D. H.

